



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC D'ÉTUDES

**Mission de Contrôle technique pour la construction du pôle ambulatoire de Lorient
Littoral – LOT 2**

Maître d'ouvrage
EPSM SUD BRETAGNE
Centre Hospitalier Charcot
Etablissement partie du GHT SUD Bretagne
Centre Hospitalier Charcot
Le Trescoët
56850 CAUDAN

Tél : 02.97.06.97.73
cellulemarches@ghbs.bzh

Assistant Maître d'ouvrage
Société A2MO 5, Rue du Bosphore Tour Alma-35200 Rennes Tél : 02.99.86.30.16 - Fax : 02.99.86.30.17 Représentée par Mme Jeanne DANIEL – Programmiste

Maîtrise d'œuvre Mandataire
En cours de désignation

TABLE DES MATIERES

A	PRESENTATION DU DOCUMENT ET DE L'OPERATION	3
1	Objet du présent cahier des clauses particulières.....	3
2	Caractéristiques de l'opération	3
B	LA MISSION.....	3
3	Nature de la mission	3
4	Conditions générales d'intervention	4
5	Précisions concernant les missions.....	6
C	LES PHASES D'INTERVENTION / PARTIES TECHNIQUES.....	7
6	Cadre général.....	7
7	Phase d'examen des documents de conception (études)	7
8	Phase d'examen des documents d'exécution (chantier)	7
9	Phase d'examen sur chantier	8
10	Phase préalable à la réception (réception chantier)	8
11	Vérifications finales – Réception des travaux (chantier)	8
12	Examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement.....	9
D	MODALITES DE PRESENCE DU CONTROLEUR TECHNIQUE	9
13	Présence minimale imposée au titre du présent marché.....	9
14	Présence complémentaire laissée à l'appréciation du contrôleur technique	9
E	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	9

A PRESENTATION DU DOCUMENT ET DE L'OPERATION

1 Objet du présent cahier des clauses particulières

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) a pour objet de définir la mission de contrôle technique, au sens de l'article L. 125-1 du Code de la construction et de l'habitation (CCH) dans le cadre de :

La construction du Pôle Ambulatoire de Santé Mentale de Lorient (56).

Il complète ou déroge, pour chaque mission ou phase d'intervention, aux définitions du cahier des clauses techniques générales applicable aux marchés de contrôle technique (CCTG Contrôleur Technique), approuvé par le décret n°99-443 du 28 mai 1999.

En cas de contradiction entre ces documents, l'ordre de priorité est fixé par le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) du marché.

2 Caractéristiques de l'opération

2.1 Caractéristiques principales

Cf à l'annexe 1 (fiche de synthèse)

2.2 Spécificités techniques de l'opération

L'attention du Bureau de contrôle est attirée sur les spécificités suivantes de l'opération : Sans objet.

2.3 Délais prévisionnels de réalisation des études et des travaux

Le planning provisoire arrêté par la Maitrise d'Ouvrage est le suivant :

Délai : 15 mois (y compris période de préparation, congés, périodes d'intempéries et de réception).

B LA MISSION

3 Nature de la mission

Il s'agit d'une mission constituée des éléments suivants :

- Mission L : portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables, y compris parasismique
- Mission S : portant sur les conditions de sécurité des personnes dans les constructions, telles que définies par l'article 7 du CCTG Contrôle Technique et complétées par les dispositions ci-après. Notons ici qu'il s'agit d'une mission **SEI**, car le bâtiment à édifier est un ERP.

Le contenu de chaque mission est celui prévu par l'annexe A du CCTG Contrôle Technique, complété par les dispositions ci-après.

Au titre des missions complémentaires réglementaires :

- Mission PS : sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme (**y compris attestation**)
- Mission P1 : relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés
- Mission Pha : isolation acoustique pour les bâtiments autres qu'à usage d'habitation **y compris Fourniture de l'Attestation** de prise en compte de la réglementation acoustique prévue à l'article R111-4-2 du Code de la Construction et de l'Habitation
- Mission Th : isolation thermique et économies d'énergie :

- **y compris Fourniture de l'Attestation de prise en compte de la réglementation thermique prévue à l'article R111-20-3 du Code de la Construction et de l'Habitation**
- **Y compris affichage niveau énergétique (Diagnostic de Performance Energétique = DPE)**
- Mission Hand : accessibilité des constructions pour les personnes handicapées, **compris Attestation accessibilité handicapés à l'achèvement des travaux (suivant articles L – 111-7-4, R.111-19-19, R.111-19-20, R.111-19-21 et R.111-19-22 du Code de la Construction et de l'Habitation).**
- Mission HYS : application de la réglementation relative à l'hygiène et à la santé dans les constructions
- Mission EL – VC / IN : Vérification initiale des installations électriques
- Mission Pv : Récolement des procès-verbaux d'essais de fonctionnement des installations
- Mission F : relative au fonctionnement des installations
- Mission RVRAT / rapports de vérifications réglementaires après travaux

Le contenu de chaque mission est celui prévu par l'annexe A du CCTG Contrôle Technique, complété par les dispositions ci-après.

4 Conditions générales d'intervention

4.1 Cadre général de la mission

D'une manière générale, les conditions d'exécution des actes techniques et des actes d'information prévus par le CCTG Contrôle Technique sont complétées comme suit :

- la mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet ; dans ce but, il doit notamment signaler au maître de l'ouvrage, les essais qu'il estime nécessaires,
- le contrôle ne porte que sur les parties visibles ou accessibles au moment de l'intervention du contrôleur technique qui ne procède à aucun démontage ou sondage destructif. Toutefois, des opérations de démontage ou sondage destructif peuvent être effectuées à la diligence et à la charge du maître de l'ouvrage, après demande dûment motivée du contrôleur technique et accord du maître d'œuvre.

4.2 Référentiels imposés pour le contrôle technique

Le contrôle technique est fondé sur la comparaison de l'objet contrôlé à des référentiels imposés par le CCTG CT. Ces référentiels sont complétés en tant que de besoin par les pièces contractuelles des marchés de travaux.

Dans les domaines non couverts par des règlements, le contrôleur technique attire l'attention du maître de l'ouvrage sur la nature générale du risque encouru du fait des dispositions retenues pour la conception ou l'exécution des ouvrages, notamment s'il a connaissance d'une pathologie visant le domaine concerné.

4.3 Prise en compte des nouvelles réglementations

Il appartient au contrôleur technique de formuler ses avis sur la base des textes en vigueur à la date d'obtention des autorisations administratives préalables à la construction.

Si une nouvelle réglementation apparaît postérieurement à ces dates, le contrôleur technique est tenu d'attirer l'attention du maître de l'ouvrage sur les conséquences de cette nouvelle réglementation. Il distingue ce qui

relève des évolutions souhaitables et des modifications obligatoires, notamment pour l'obtention des autorisations d'ouverture au public ou d'exploitation.

Il en est de même pour les projets connus de réglementation ou les transpositions en droit interne des normes européennes.

4.4 Procédures de transmission des documents et informations

4.4.1 Plateforme d'échange collaborative

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de mettre en place une plateforme collaborative d'échange de documents.

Dans cette hypothèse, la totalité des diffusions d'information relatives au projet devront y être déposées : compte rendu d'analyse, avis, compte rendu de visite, etc. (liste non limitative).

Une convention viendra fixer les modalités pratiques de fonctionnement de cette plateforme. Ces modalités seront sans effet sur le montant du titulaire et ne viendront pas limiter le contenu de la mission objet du présent marché.

4.4.2 Protocole de transmission

En accord avec les conditions de fonctionnement et d'utilisation de la plateforme collaborative d'échange de documents que le maître d'ouvrage aura mise en place, et préalablement au commencement de sa mission aux phases conception, documents d'exécution puis chantier, le titulaire propose à l'assistant maîtrise d'ouvrage un protocole écrit et précis de transmission des documents et informations.

Ce protocole a pour objectif de permettre la réalisation en temps utile des actes de contrôle conditionnés par la fourniture de documents sur lesquels le contrôleur technique doit se prononcer.

Ce protocole ne pourra en aucun cas dispenser le titulaire de déposer ses documents sur la plateforme collaborative.

Après échanges avec les acteurs concernés à chaque phase, ce protocole est validé par l'assistant à la maîtrise d'ouvrage.

À défaut de coordonnateur OPC, le protocole définitif est diffusé par le contrôleur technique à l'ensemble des acteurs concernés.

Si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler à l'assistant maîtrise d'ouvrage.

4.5 Formulation des avis

Dans le cadre de sa mission, le contrôleur technique doit notamment consigner le résultat de ses examens, avec ou sans remarques, dans des fiches d'avis technique puis dans des rapports (rapports intermédiaires et rapports récapitulatifs), signés par le responsable technique qualifié.

Ces fiches sont numérotées chronologiquement et font apparaître, en plus de l'avis technique proprement dit, les renseignements suivants :

- référence de l'opération ;
- nature de la mission ;
- origine et date du document examiné ou date de la visite sur le chantier ;
- liste des destinataires.

Les fiches et rapports doivent être signés ou contresignés par le responsable du contrôle technique de l'ouvrage, personne physique désignée à cet effet dans l'acte d'engagement.

La transmission des documents soumis à l'avis du contrôleur technique est effectuée directement par les entreprises. Toutefois, il peut être dérogé à cette disposition en application des protocoles de diffusion des documents et informations.

Sous réserve de dispositions contraires arrêtées à l'issue de la mise au point des protocoles de transmission des documents et informations, les fiches et rapports sont simultanément transmis en un exemplaire à chacun des destinataires suivants :

- l'auteur du document examiné ;
- le maître d'œuvre, si celui-ci n'est pas l'auteur du document examiné ;
- le titulaire de la mission ordonnancement, pilotage et coordination (OPC) ;
- le maître de l'ouvrage par l'intermédiaire de l'assistant maîtrise d'ouvrage ; et, pour la partie les concernant :
- le coordonnateur des systèmes de sécurité incendie (SSI) ;
- le coordonnateur de sécurité et protection de la santé (SPS).

Les avis du contrôleur technique doivent être explicites, précis et motivés. Les avis non motivés pourront être refusés par l'assistant maîtrise d'ouvrage.

En cas de difficulté technique particulière, de litige ou de contestation portant sur des dimensionnements d'ouvrages, de parties ou d'éléments d'ouvrages, le contrôleur technique doit être en mesure de fournir un avis explicite sur les calculs justificatifs établis par le maître d'œuvre ou l'entrepreneur.

Enfin, le contrôleur technique est tenu de signaler à l'assistant maîtrise d'ouvrage tout document manquant et nécessaire à son intervention.

5 Précisions concernant les missions

5.1 Précisions sur la mission S

En cas de classement ERP ou IGH de l'ouvrage, la mission S est complétée par :

- pour les établissements recevant du public (ERP), les vérifications techniques prévues, avant l'ouverture de l'établissement au public, par l'article R. 123-43 du Code de la construction et de l'habitation ;
- pour les immeubles de grande hauteur (IGH), les vérifications techniques prévues, avant l'occupation des locaux, par l'article R. 122-16 du Code de la construction et de l'habitation ;

A ce titre, le contrôleur technique est notamment chargé :

- d'informer le maître de l'ouvrage des contraintes particulières qui s'imposent du fait du classement de l'ouvrage ;
- de participer aux réunions concernant l'établissement des notices de sécurité devant être jointes aux déclarations ou demandes d'autorisation de construire ;
- d'assister la maîtrise d'œuvre pour la rédaction des notices de sécurité ;
- de donner un avis sur la notice de sécurité ;
- de contrôler l'application des prescriptions délivrées par les instances administratives concernées
- d'établir les attestations et rapports de vérifications techniques prévus par les textes concernés.

5.2 Précisions sur la mission F

Par dérogation à l'annexe A du CCTG, dans le cas où une mission de type F est confiée au contrôleur technique, cette mission est réputée couvrir toutes les installations normalement prévisibles dans l'opération du fait de la nature de celle-ci.

5.3 Précisions sur la mission LE

Par dérogation à l'annexe A du CCTG, dans le cas où une mission de type LE est confiée au contrôleur technique, celui-ci est réputé prendre en compte, au titre de sa mission, toutes les études relatives aux ouvrages existants qui lui sont fournies, notamment les études de structure, les études géotechniques ou les études de reconnaissance de fondation, et cela même en l'absence d'études de diagnostic et d'état des lieux associé, au sens de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 modifiée (loi MOP) et de ses textes d'application.

C LES PHASES D'INTERVENTION / PARTIES TECHNIQUES

6 Cadre général

Les différentes phases d'intervention de la mission sont celles définies par l'article 11 du CCTG Contrôle Technique.

Les actes techniques et d'information correspondant à chacune d'elles sont prévus par l'annexe B du même CCTG. Les dispositions du CCTG CT sont complétées par les stipulations ci-après.

Les différentes phases décrites ci-après sont des « parties techniques » au sens de l'article 22 du CCAG-PI.

7 Phase d'examen des documents de conception (études)

7.1 Les prestations à réaliser

La phase « examen des documents de conception » est décomposée selon chaque stade de la mission de conception (voir décomposition du prix global et forfaitaire jointe à l'Acte d'Engagement) :

- Analyse de l'esquisse du concours d'architecture du lauréat et production d'un rapport
- Etudes d'avant-projet sommaire ;
- Etudes d'avant-projet définitif ;
- Études de projet ;
- Dossier de demande de permis de construire : la prestation intègre, en tant que de besoin, les permis modificatifs ;
- Etudes de DCE

Les documents de conception que le contrôleur technique doit examiner au titre de sa mission sont ceux produits par le maître d'œuvre aux stades correspondants. Le contrôleur dispose d'un délai de 10 jours calendaires pour transmettre ses avis.

Préalablement à l'examen des documents de conception, le contrôleur technique procède à l'examen des objectifs et exigences prévues dans le programme de l'opération, notamment sur le plan de la sécurité et dans les domaines définis dans le cadre de sa mission.

Le contrôleur technique participe aux réunions auxquelles il est convoqué dans le cadre des phases d'études. Pendant ou à l'issue de ces réunions, le contrôleur technique peut formuler des avis. Les avis formulés en cours de réunion sont consignés au compte-rendu, les avis postérieurs sont écrits et transmis.

En fin de chaque stade de la phase de conception tels que mentionnés ci-avant, le contrôleur technique adresse un rapport intermédiaire au maître de l'ouvrage résumant ses avis sur les documents examinés.

À l'issue de la phase de conception, il établit le rapport initial de contrôle technique.

7.2 Les prestations spécifiques à certains stades de la conception

Permis de construire ou autorisation de travaux.

Au stade de l'élaboration du dossier de permis de construire ou de la demande d'autorisation de travaux (prévues aux articles L421-1 à 9 du code de l'urbanisme), le contrôleur technique participe, en tant que de besoin, aux réunions de présentation du dossier aux instances concernées.

8 Phase d'examen des documents d'exécution (chantier)

Le contrôleur technique examine les plans et autres documents techniques d'exécution réalisés préalablement à l'exécution des travaux (notamment les plans de synthèse).

Il prend connaissance des autres documents établis ou fournis par le maître d'œuvre et par les entreprises (procès-verbaux, certificats de qualification, etc...) dans le cadre de leurs missions relatives à l'ouvrage. Chaque examen donne lieu à un avis. Le contrôleur technique dispose d'un délai de 4 jours calendaires pour transmettre ses avis.

NB : avant chaque réunion des maîtrises, le présent titulaire communiquera à l'Assistant du Maître d'Ouvrage et Maître d'ouvrage une synthèse de ses avis émis suspendus ou défavorables. Ce document synthétique sera à communiquer impérativement et obligatoirement 48 heures avant la tenue de la réunion.

9 Phase d'examen sur chantier

Pendant cette phase, le contrôleur technique procède à l'examen des conditions dans lesquelles s'effectuent les vérifications techniques qui incombent à chacun des constructeurs.

Le contrôleur technique donne un avis sur les certificats de classement au feu des matériaux, sur les éventuels certificats de résistance au feu d'éléments préfabriqués, ainsi que sur les procès-verbaux d'essais qui lui sont transmis.

Le contrôleur technique dispose d'un délai de 5 jours calendaires pour transmettre ses avis.

Au-delà des réunions de chantier, le contrôleur technique doit effectuer des contrôles sur place dont la fréquence dépendra du stade de réalisation de l'ouvrage. Ces visites font systématiquement l'objet d'un avis technique suivi d'une diffusion (acte d'information).

Le compte rendu de visite ainsi établi sera à diffuser dans les 48 heures qui suivent la visite.

10 Phase préalable à la réception (réception chantier)

10.1 Démarches préalables à la visite de la commission de sécurité

Le contrôleur technique est informé de la date de demande d'autorisation ou de déclaration d'ouverture adressée au maire de la commune par le représentant légal du maître de l'ouvrage en application des dispositions de l'article R. 122-5 du Code de la construction et de l'habitation.

Le contrôleur technique est informé de la date de la visite de la commission de sécurité.

Préalablement à la visite de la commission de sécurité, en application des dispositions de l'article 46 du décret du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale d'accessibilité et de sécurité, le contrôleur technique établit une attestation, précisant que la mission solidité a bien été exécutée. En annexe à cette attestation le contrôleur technique joint un relevé des conclusions des rapports de contrôle attestant de la solidité de l'ouvrage.

Il fournit également le RVRAT (rapport de vérification après travaux).

Ces documents doivent être transmis au moins 15 jours avant la date de la visite de la Commission de Sécurité.

10.2 Prestations à fournir lors de la visite de la commission de sécurité

Le contrôleur technique est tenu d'assister le maître d'ouvrage pendant les visites de la commission de sécurité préalables à la procédure visant à la délivrance du certificat de conformité et de la décision définitive d'ouverture au public de l'ouvrage.

Lors de cette visite, le contrôleur technique doit être en mesure de fournir soit une attestation de levée de réserves contenues dans ses rapports récapitulatifs, soit un état de réserves non levées une semaine avant le jour de la visite.

Le contrôleur technique classe les réserves selon leur nature, en trois catégories : non conforme, non terminé ou non transmis.

11 Vérifications finales – Réception des travaux (chantier)

Pour les missions autres que la mission S visée ci-avant, le contrôleur technique fournit, en sus des prestations explicitement prévues par le CCTG Contrôle Technique, les prestations suivantes :

- Examen des procès-verbaux d'essais ;
- Examen des ouvrages au stade des opérations préalables à la réception en vue d'identifier les non-conformités non corrigées ou nouvelles
- **Visites de levées de réserves nécessaires pour établir le rapport définitif de fin de travaux.**

Au titre de son forfait de rémunération, le contrôleur technique est tenu d'effectuer toutes les visites de levées de réserves qui s'imposent et de transmettre des attestations de levée de réserves et/ou les rapports de

vérifications finales et attestations épurées de toute réserve, y compris lorsque les levées de réserves sont réalisées post-réception de l'ouvrage. La diffusion des documents sera obligatoirement réalisée dans les 5 jours ouvrés qui suivent la visite.

12 Examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement

Pendant l'année de garantie de parfait achèvement, le contrôleur technique peut être invité sur le chantier, à une date préalablement fixée en accord avec l'assistant maîtrise d'ouvrage, pour donner un avis sur les travaux de parachèvement des ouvrages.

Un mois au plus tard avant la fin du délai de garantie de parfait achèvement, le maître d'œuvre organise une visite de fin de délai de parfait achèvement.

Au cours de cette visite, à laquelle est convié le contrôleur technique, le maître d'œuvre effectue un constat de l'ensemble des désordres et dysfonctionnements qui subsistent à la date considérée. Ce constat reprend l'ensemble des défauts signalés et inclut les remarques éventuelles du contrôleur technique.

La visite fait l'objet d'un procès-verbal établi par le maître d'œuvre.

D MODALITES DE PRESENCE DU CONTROLEUR TECHNIQUE

13 Présence minimale imposée au titre du présent marché

13.1 Phase conception

Le contrôleur technique doit pendant toute la durée de la phase conception de l'opération :

- Assister aux réunions pour lesquelles il est explicitement convoqué en présence des divers acteurs du projet (Maîtrise d'Ouvrage, Assistant à Maître d'Ouvrage, Maître d'œuvre...) : **1 réunion de validation de dossier à chaque phase de conception (APS, APD, PRO, DCE) + 1 réunion avec le SDIS**
- Assister aux réunions ponctuelles organisées, demandées par le maître d'ouvrage ou l'assistant maître d'ouvrage, dans le cadre desquelles un point rapide mais précis sur des questions relatives pour la future phase de chantier
- Rester en liaison avec les représentants permanents de l'équipe de projet.

13.2 Phase travaux

Le contrôleur technique doit pendant toute la durée des travaux (préparation + exécution) de l'opération :

- Assister aux réunions hebdomadaires de chantier (**1 réunion toutes les 2 semaines minimum**).
- Assister à chaque réunion des maîtrises (**1 réunion par mois**)
- Effectuer des visites de chantier et des contrôles inopinés (**1 visite minimum imposée toutes les semaines en dehors de la réunion de chantier**)
- Assister aux réunions (pour lesquelles il est explicitement convoqué) abordant les aspects relevant de ses domaines contractuels de prestations, en présence du directeur et du personnel de l'entreprise concernés par la réalisation des travaux

14 Présence complémentaire laissée à l'appréciation du contrôleur technique

Dans l'hypothèse où les situations de présence imposées ci avant ou définies par le Contrôleur Technique ne sont pas suffisantes pour lui permettre de remplir complètement sa mission dans des conditions satisfaisantes, il lui appartient de se rendre sur le chantier chaque fois que le bon déroulement de sa mission et l'exercice de sa responsabilité l'imposent.

E DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCTP sont apportées aux articles des documents suivants :

CCTP article B5.2.	dérogé à l'article	Annexe A du CCTG
CCTP article B5.3.	dérogé à l'article	Annexe A du CCTG

ANNEXE 1 : FICHE DE SYNTHESE

Maître de l'ouvrage EPSM SUD BRETAGNE – CH CHARCOT

Le Trecouët
56850 CAUDAN

Assistant maîtrise d'ouvrage A2MO

Agence de Rennes
5 rue du Bosphore
35 200 RENNES

Description de l'opération :

Le projet vise la construction d'un bâtiment comportant Des activités ambulatoires :

- Consultations
- Visites à domicile
- Hospitalisation à temps partiel

Les dimensions à prendre en considération sont de l'ordre de 2 710 m² SDO en R+1 sur une parcelle de 9 600 m².

Calendrier des études :

Le planning arrêté par la Maitrise d'Ouvrage est le suivant :

- Signature du Marché de Maitrise d'œuvre : Septembre 2025
- Dépôt PC : Avril 2026
- Lancement Appel d'offre travaux : fin 2026
- Début des travaux : Février 2027
- Réception des travaux : Mai 2028

Usage de la construction :

Habitation : NON
Bureaux : OUI
IGH : NON
Commerce : NON
Industrie : NON
Hébergement : NON
ERP : OUI Type U de 4^{ème} catégorie

Nature des prestations réaliser dans le cadre de l'opération :

Travaux neufs : OUI
Travaux sur existants : NON
Etudes de diagnostic : OUI
Etudes de sol : OUI
Technique innovante : NON
Ouvrage à caractère exceptionnel : NON Travaux de VRD : OUI
Bâtiment avec labellisation Passivhaus : OUI

Coût prévisionnel Travaux HT :

Le budget prévisionnel total du coût des travaux Tous Corps d'états est estimé à **6 500 000 M€ HT Travaux en valeur décembre 2024.**

Durée indicative des travaux :

Délai : 15 mois (y compris période de préparation, congés, périodes d'intempéries et de réception).

Coordonnateur SPS : Niveau de compétences 1

Bureau de contrôle : (missions selon décret n°99-443 du 28 mai 1999)

Missions de base : L + SEI

Missions complémentaires : PS (y compris attestation) + P1

+PHa (attestation)+ Th (y compris attestation conformité Réglementation thermique en vigueur)

+ Hand (Attestation)+ F + EL-VC/IN (fourniture rapport VIE) + RVRAT+ HYS +P V